

**Agence Nationale de Gestion des Œuvres Audiovisuelles -  
Angoa**

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2022)**



## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2022)**

Aux Adhérents,  
**Agence Nationale de Gestion des Œuvres Audiovisuelles - Angoa**  
11bis, rue Jean Goujon  
75008 Paris

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Angoa relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité de la Commission Exécutive et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Commission Exécutive.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 25 avril 2023

Le commissaire aux comptes  
PricewaterhouseCoopers Audit

Anne-Claire Ferrié



Agence Nationale de Gestion  
des Œuvres Audiovisuelles

# états financiers

---

au 31.12.2022



| CHARGES   | 2022                | 2021                | RESSOURCES                         | 2022                | 2021                |
|---|---------------------|---------------------|------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Achats et charges externes                      |                     |                     | Retenues sur droits                | 1 905 924,35        | 1 836 149,18        |
| - Achats non stockés de matières et fournitures | 0,00                | 0,00                | Transfert de charges               | 50 434,38           | 67 433,64           |
| - Services extérieurs                           | 1 820 814,24        | 1 794 793,45        | Reprises de provisions             | 0,00                | 0,00                |
|   | 1 820 814,24        | 1 794 793,45        |                                    |                     |                     |
| Impôts et taxes                                 | 0,00                | 0,00                |                                    |                     |                     |
| Charges de personnel                            |                     |                     |                                    |                     |                     |
| - Salaires                                      | 0,00                | 0,00                |                                    |                     |                     |
| - Charges sociales et assimilées                | 0,00                | 0,00                |                                    |                     |                     |
| Subventions versées                             | 8 000,00            | 9 000,00            |                                    |                     |                     |
| Dotations aux amortissements et provisions      | 0,00                | 0,00                |                                    |                     |                     |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>                   | <b>1 828 814,24</b> | <b>1 803 793,45</b> | <b>RESSOURCES D'EXPLOITATION</b>   | <b>1 956 358,73</b> | <b>1 903 582,82</b> |
| <b>CHARGES FINANCIERES</b>                      | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>         | <b>RESSOURCES FINANCIERES</b>      | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>         |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>                  | <b>10,07</b>        | <b>4,11</b>         | <b>RESSOURCES EXCEPTIONNELLES</b>  | <b>15,86</b>        | <b>1 009,15</b>     |
| <b>Sous-total</b>                               | <b>1 828 824,31</b> | <b>1 803 797,56</b> | <b>Sous-total</b>                  | <b>1 956 374,59</b> | <b>1 904 591,97</b> |
|   |                     |                     |                                    |                     |                     |
| <b>Excédent de prélèvement</b>                  | <b>127 550,28</b>   | <b>100 794,41</b>   | <b>Insuffisance de prélèvement</b> | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>         |
|   |                     |                     |                                    |                     |                     |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>1 956 374,59</b> | <b>1 904 591,97</b> | <b>TOTAL</b>                       | <b>1 956 374,59</b> | <b>1 904 591,97</b> |
|   |                     |                     |                                    |                     |                     |

# ***ANGOA***

**« Agence Nationale pour la Gestion des Oeuvres Audiovisuelles »**

**Société civile de Perception et de Répartition de Droits**

**Comptes annuels au 31 décembre 2022**

## ***A N N E X E S***



## Sommaire

### Règles et méthodes comptables

#### Notes sur l'actif du bilan

- *Note 1* : Immobilisations et amortissements
- *Note 2* : Créances sur les opérateurs tiers
- *Note 3* : Autres créances
- *Note 4* : Valeurs mobilières de placement, disponibilités & affectation des produits financiers

#### Notes sur le passif du bilan

- *Note 5* : Capital social et Réserves indisponibles
- *Note 6* : Fonds de garantie
- *Note 7* : Dépôts et cautionnements
- *Note 8* : Fournisseurs et comptes rattachés
- *Note 9* : Répartitions restant à effectuer

#### Notes sur le compte de résultat

- *Note 10* : Ressources d'exploitation et Ressources financières
- *Note 11* : Charges de l'exercice

### Annexes prévues par le Règlement n° 2017-07 du 1<sup>er</sup> décembre 2017 de l'Autorité des Normes Comptables

- *Annexe Art. 131-2* : Affectation des droits en fin d'exercice.
- *Annexe Art. 131-3* : Sommes perçues mais non encore réparties.
- *Annexe Art. 131-4* : Sommes réparties mais non encore versées.
- *Annexe Art. 131-5* : Sommes versées aux ayants droits.
- *Annexe Art. 131-8* : Tableau des flux de trésorerie.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Ces comptes reflètent une image sincère et fidèle de la société, et ont été établis selon les principes du Plan Comptable Général et des dispositions de l'arrêté du 26 décembre 2017 portant homologation du règlement n° 2017-07 du Comité de la réglementation comptable (JORF n°0304 du 30 décembre 2017).

Ces comptes ont été arrêtés par la Commission Exécutive du 11 avril 2023. Le total du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2022, d'une durée de 12 mois, est de 76.995.326,70 €. La société n'ayant pas vocation à faire des bénéfices, le compte de résultat de l'exercice ne dégage aucun bénéfice ni aucune perte (mais fait état d'un excédent de prélèvement de frais de gestion de 127.550,28 €).

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

## NOTES SUR LE BILAN ACTIF

### **Note 1 : Immobilisations et amortissements**

Le mobilier & matériel de bureau figurant à l'actif du bilan a été amorti linéairement sur 5 ans.

Pour le reste, la société, hébergée par la PROCIREP qui en assure la gestion opérationnelle (voir Notes 8 et 11), ne dispose d'aucune immobilisation en propre.

### **Note 2 : Créances sur les opérateurs tiers**

Il s'agit du montant TTC des redevances facturées ou restant à facturer aux opérateurs tiers assurant la retransmission en France de programmes TV par câble, xDSL, IPTV en OTT ou réseaux mobiles, que ce soit au titre de l'année 2022 ou d'années antérieures, et qui ne sont pas encore encaissées au 31 décembre 2022.

Ce montant correspond principalement aux factures de droits restant à établir (F.A.E.), notamment au titre du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022, pour un montant de 6.635 K€ HT (7.962 K€ TTC), et au solde de droits restant à recouvrer sur les facturations réalisées au titre des précédents trimestres, pour un montant total de 1.069 K€ HT (1.262 K€ TTC).

Le total des droits effectivement encaissés en 2022 auprès des opérateurs tiers assurant la retransmission en France de programmes TV par par câble, xDSL, IPTV en OTT ou réseaux mobiles a été de 23.983 K€ HT.

### **Note 3 : Autres créances**

Ce poste reste essentiellement constitué des redevances à encaisser et à facturer (F.A.E.) au titre de l'année 2022 auprès de diffuseurs et/ou d'opérateurs de bouquets satellites dans le cadre des accords conclus par l'ANGOA et l'AGICOA concernant la reprise en intégral et simultané des chaînes hertziennes françaises TF1, France 2, France 3, France 5, M6 et Arte à destination de l'Afrique et de certains pays du Moyen-Orient, pour un montant de 803 K€ HT (958 K€ TTC).

Le total des droits encaissés par l'ANGOA en 2022 auprès des diffuseurs & opérateurs français au titre de la retransmission de chaînes TV en Afrique est de 3.160 K€ HT.

### **Note 4 : Valeurs mobilières de placement, disponibilités & affectation des produits financiers**

Les V.M.P, comptabilisées selon la méthode FIFO, sont constituées au 31 décembre 2022 par

|  |                 |
|--|-----------------|
| - des parts d'OPCVM obligataires et de trésorerie  | 2.011.923,25 €  |
| - des dépôts & comptes à terme                     | 30.000.000,00 € |
| - une note Securasset indexée EUR3M cappée floorée | 5.000.000,00 €  |
| - les encours des FPCI Alpha Diamant II et IV      | 706.366,18 €    |
| - des obligations à taux fixe ou variable          | 5.008.043,49 €  |
|  | <hr/>           |
|  | 42.726.332,92 € |

Les produits financiers réalisés sur le placement des sommes collectées par l'ANGOA au titre des droits de retransmission auprès des opérateurs ou diffuseurs français ne concourent pas à la couverture des frais de fonctionnement de l'ANGOA, mais reviennent à la masse des droits à répartir aux ayants droit, éventuellement via le fonds de garantie. Ils représentaient en 2022 un total brut de 209 K€.

## **NOTES SUR LE BILAN PASSIF**

### **Note 5 : Capital social et Réserves indisponibles**

L'ANGOA est une société civile dont le capital est variable et souscrit par les adhérents. 731 sociétés étaient membres associés de l'ANGOA au 31 décembre 2022, dont 7 adhésions en cours de ratification.

Par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 10 septembre 2001, le nominal de chaque part est passé de 100 Frs à 15 €, soit 98,39 Frs. L'écart lié à cette réduction du capital social suite à sa conversion en Euro a été comptabilisé dans un compte de Réserves indisponibles.

### **Note 6 : Fonds de garantie**

Le fonds de garantie a été créé au 31 décembre 2005, en application de la décision de la Commission Exécutive du 22 juin 2005, par reclassement des produits financiers non affectés jusqu'alors comptabilisés en comptes de répartitions non encore effectuées.

Il a pour objet de garantir l'ANGOA de tous risques d'erreurs de répartition ou de revendications de droits non prises en compte dans les calculs initiaux de répartition de droits (corrections dites « hors répartition »). Il constitue également une provision pour tout objet lié à l'intérêt collectif de l'ANGOA et de ses membres.

Ce fonds est notamment annuellement alimenté par les intérêts des sommes non réclamées après la date de fixation par l'ANGOA du montant des rémunérations à répartir œuvre par œuvre, et débité de la quote-part des dits intérêts non affectés qui sont relatifs aux montants prescrits (et donc comptabilisés au crédit des budgets des Commissions d'aide à la création).

L'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 2017 a par ailleurs décidé d'affecter l'intégralité du report à nouveau à ce fonds de garantie. Elle a également décidé que les excédents ou insuffisances de prélèvements de frais de gestion seraient désormais affectés ou imputés sur le fonds de garantie.

Enfin, la revue au cours de l'exercice des droits collectés à l'étranger restant à répartir a entraîné une clôture de droits prescrits ou irrépartissables pour un montant total de 675 K€, qui a été reversé au fonds de garantie dans l'attente de son affectation ultérieure aux actions culturelles de l'ANGOA. Ce montant, ainsi que celui par ailleurs reversé ou prélevé sur ce fonds en 2022 au titre, d'une part, des corrections hors répartition pour mise en distribution aux ayants droit, et, d'autre part, des intérêts relatifs aux montants prescrits, a été isolé dans l'annexe art. 131-2 retraçant l'affectation des sommes en fin d'exercice.

Le détail de ces mouvements affectant ce fonds durant l'exercice fait par ailleurs l'objet d'une présentation dans le rapport d'activité soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

#### **Note 7 : Dépôts et cautionnements**

Le montant comptabilisé en Dépôts et cautionnements correspond au fonds de garantie prévu par l'accord conclu avec France Télévisions au titre de la diffusion intégrale et simultanée des chaînes hertziennes France 2, France 3 et France 5 en Afrique.

#### **Note 8 : Fournisseurs et comptes rattachés**

Au 31 décembre 2022, ce poste est principalement constitué des éléments suivants (voir également Note 11) :

- Les montants dus par l'ANGOA et non encore réglés à la société civile PROCIREP au titre des prestations rendues par cette dernière dans le cadre d'un mandat de gestion, pour un total de 1.482 K€ TTC (1.235 K€ HT), ainsi que la refacturation par la PROCIREP d'une quote-part de coûts de secrétariat des Commissions d'Aide à la Création, pour un total de 61 K€ TTC (50,4 K€ HT), et le loyer de décembre restant dû au titre de la convention de mise à disposition de locaux au 11 bis rue Jean Goujon – 75008 Paris, pour un montant de 5,4 K€ TTC (4,5 K€ HT).
- La quote-part des frais de gestion ANGOA appelés à être reversés à l'AGICOA au titre des services rendus par cette dernière en 2022, pour un montant total de 400 K€ HT (correspondant à 3/13<sup>ème</sup> des frais de gestion pratiqués par l'ANGOA sur les répartitions de droits collectés par elle en France).

## Note 9 : Répartitions restant à effectuer

Les différents soldes figurant au bilan s'analysent comme suit au 31 décembre 2022 (voir également ci-après l'Annexe Art. 131-3 du Règlement ANC du 1<sup>er</sup> décembre 2017) :

### *Pour les Droits France :*

|  |               |
|--|---------------|
| Droits restant à encaisser auprès des opérateurs français Cab-Sat-DSL <sup>(1)</sup> : | 7 703 278,41  |
| Droits encaissés au titre de 2022 restant à affecter :                                 | 15 785 809,56 |
| Droits encaissés au titre de 2021 et antérieurs restant à distribuer :                 | 26 750 476,48 |
| Retenues MPA sur répartitions France restant à régler <sup>(3)</sup> :                 | 12 107,88     |
|  | <hr/>         |
|  | 50 251 672,33 |

### *Pour les Droits Etrangers (hors Afrique) :*

|  |               |
|--|---------------|
| Droits encaissés restant à distribuer :                                      | 12 403 920,12 |
| Retenues ADAMI sur répartitions étrangères restant à régler <sup>(3)</sup> : | 364 291,32    |
|  | <hr/>         |
|  | 12 768 211,44 |

### *Pour les autres répartitions :*

|  |              |
|--|--------------|
| Droits Satellite Afrique restant à encaisser <sup>(2)</sup> :        | 905 071,29   |
| Droits Satellite Afrique 2021 encaissés restant à affecter :         | 587 366,22   |
| Droits Satellite Afrique encaissés restant à distribuer :            | 4 399 540,21 |
| Diverses Répartitions non débitées ou à régulariser <sup>(6)</sup> : | (4 750,97)   |
| Solde Aide à la création Cinéma <sup>(4)</sup> :                     | 467 702,33   |
| Solde Aide à la création Télévision <sup>(5)</sup> :                 | 125 060,28   |
|  | <hr/>        |
|  | 6 479 989,36 |

**69 499 873,13**

dont

|   |               |
|---|---------------|
| Droits à répartir restant à encaisser [ <sup>(1)</sup> + <sup>(2)</sup> ]                     | 8 608 349,70  |
| Droits à répartir restant à affecter – cf. Annexe Art.131-3 :                                 | 59 927 112,59 |
| Droits affectés restant à verser [ <sup>(3)</sup> + <sup>(6)</sup> ] – cf. Annexe Art.131-4 : | 371 648,23    |
| Aide à la création restant à distribuer [ <sup>(4)</sup> + <sup>(5)</sup> ]                   | 592 762,61    |

**69 499 873,13**

## NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### Note 10 : Ressources d'exploitation et Ressources financières

Les ressources d'exploitation sont depuis 2005 constituées d'une retenue pour frais de gestion calculée sur les montants effectivement répartis aux ayants droit. Deux taux ont été fixés par la Commission Exécutive du 6 janvier 2022 pour ce qui concerne l'exercice 2022 :

- un taux de 6,00% sur les montants effectivement réglés aux ayants droit au titre des répartitions « Cab-Sat-Dsl France » et « Satellite Afrique » (pour lesquelles les tâches assumées par l'ANGOA vont de la collecte auprès des opérateurs établis en France

jusqu'à la répartition finale des droits, y compris les calculs de répartitions), dont 1,38% (=3/13<sup>ème</sup>) sont reversés à l'AGICOA au titre de rémunération des services rendus par cette dernière, soit un taux net de 4,615% pour l'ANGOA ;

- un taux de 2,40% sur les montants effectivement réglés aux ayants droit au titre des répartitions étrangères (pour lesquelles l'ANGOA effectue seulement les formalités finales de répartition, l'AGICOA ou ses représentants locaux assurant la collecte et les calculs de répartition), qui reste quant à lui entièrement acquis à l'ANGOA.

Pour l'exercice écoulé, ces frais de gestion sont d'un montant de 1.906 K€ HT, dont :

- au titre des répartitions « Cab-Sat France » & « Satellite Afrique » : 1.736 K€ bruts, dont 400 K€ sont appelés à être reversés à l'AGICOA, et
- au titre des répartitions de droits relatives aux autres territoires : 170 K€, qui restent acquis à l'ANGOA.

Les transferts de charges correspondent aux montants des frais de secrétariat des Commissions d'aide à la création refacturés par la PROCIREP (voir Note 8), et qui sont prélevés sur les budgets des Commissions Cinéma et Télévision de l'ANGOA.

Au cas où les retenues sur droits sont excédentaires ou insuffisantes par rapport au montant réel des charges constatées au titre de l'exercice, il est proposé que l'ajustement soit réalisé grâce au fonds de garantie. Au titre de l'année 2022, cet ajustement entraînerait un reversement au fonds de garantie du fait de l'excédent de prélèvement constaté pour un montant de 127.550,28 €.

Au regard des perceptions réalisées pendant l'exercice, soit 36,5 M€ (voir Annexe Art. 131-2 ci-après), le total des frais de gestion ANGOA, soit 1.906 K€ (reversement AGICOA inclus), était de 5,22 % en 2022. Net du reversement à l'AGICOA, le taux des frais de gestion nets ANGOA rapportés à ces mêmes perceptions totales était de 4,12% en 2022.

### **Note 11 : Charges de l'exercice**

Les charges de l'exercice correspondent pour l'essentiel à la refacturation des coûts engagés par la PROCIREP pour le compte de l'ANGOA et de ses ayants droit dans le cadre du mandat de gestion opérationnelle liant les deux sociétés (voir Note 8).

Elles incluent également les frais refacturés à l'ANGOA par l'AGICOA au titre des services rendus par cette dernière, et qui sont financés par reversement de 3/13<sup>ème</sup> des retenues pour frais de gestion pratiquées par l'ANGOA sur les distributions de droits collectés par elle en France (voir Notes 8 et 10 ci-dessus).

Par ailleurs, elles incluent en 2022 une subvention de 8 K€ HT au titre de la contribution de l'ANGOA aux activités de l'Agence Française ISAN, association à but non lucratif chargée de la mise en œuvre en France de la norme correspondante ISO d'identification des œuvres audiovisuelles.

**ANNEXES PREVUES PAR LE REGLEMENT  
N° 2017-07 DU 1<sup>er</sup> DECEMBRE 2017 DE L'ANC**  
(homologué par arrêté du 26 décembre 2017  
Publié au JORF n°0304 du 30 décembre 2017)

| NATURE des rémunérations   | DROITS restant à répartir au 31.12.21<br>(a) | MONTANTS issus du fond de garantie et mis en répartition<br>(b) | PERCEPTIONS de l'exercice<br>(c) | PRELEVEMENTS pour la gestion des droits<br>(d) | MONTANTS affectés à l'aide à la création (art.L324-17 CPI) | MONTANTS affectés à des œuvres sociales, culturelles ou éducatives | MONTANTS répartis aux ayants droit<br>(e) | DROITS restant à répartir au 31.12.22<br>(a) |
|--|--|---|----------------------------------|--|--|--|---|--|
| <b>Rémunérations dont la gestion est confiée par les ayants droit:</b><br>Retransmission de chaînes TV en Afrique et au M.O.:  | 5 791 906,34                                 | 8 975,70  | 3 166 566,08                     | 221 220,78                                     | 280 000,00   | 0,00   | 3 479 320,91                              | 4 986 906,43                                 |
| <b>Rémunérations dont la gestion est confiée en application de la loi :</b><br>Art. L.132-20-1, L.132-20-3, L.217-2 et L.217-4 du CPI (retransmission intégrale & simultanée, par câble et autres modes, de vidéogrammes diffusés à partir d'un Etat membre de l'UE) : | 55 926 378,32                                | -728 994,20   | 33 375 835,38                    | 1 684 703,57                                   | 1 344 000,00   | 0,00   | 30 604 309,76                             | 54 940 206,17                                |
| <i>dont retransmission en France</i>   | <i>44 953 419,31</i>                         | <i>125 493,20</i>   | <i>24 023 217,88</i>             | <i>1 515 043,38</i>                            | <i>1 344 000,00</i>  | <i>0,00</i>  | <i>23 706 800,96</i>                      | <i>42 536 286,05</i>                         |
| <i>dont retransmission à l'étranger (via l'AGICOA)</i>   | <i>10 972 959,01</i>                         | <i>-854 487,40</i>  | <i>9 352 617,50</i>              | <i>169 660,19</i>                              | <i>0,00</i>  | <i>0,00</i>  | <i>6 897 508,80</i>                       | <i>12 403 920,12</i>                         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>61 718 284,66</b>                         | <b>-720 018,50</b>  | <b>36 542 401,46</b>             | <b>1 905 924,35</b>                            | <b>1 624 000,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>34 083 630,67</b>                      | <b>59 927 112,60</b>                         |
|  | <i>cf bilan passif 2021</i>                  |   |                                  | <i>cf compte de résultat</i>                   |  |  |   | <i>cf bilan passif 2022</i>                  |

Taux de prélèvements / Perceptions : 5,22%

- (a) Le compte des droits restant à répartir correspond aux droits effectivement encaissés et qui n'ont pas encore été affectés au compte individuel des ayants droit - cf note (e).
- (b) Inclut les prélèvements (+) ou versements (-) au titre du "hors répartition", ainsi que les intérêts excédentaires affectés aux aides à la création.
- (c) Les perceptions de l'exercice incluent les produits financiers sur placements appelés à être reversés aux ayants droit, pour un montant de 46 933,33 €
- (d) Les prélèvements pour la couverture des frais de gestion sont opérés lors du règlement effectif des droits aux ayants droit.
- (e) Les montants répartis s'entendent de l'inscription des sommes correspondantes au compte individuel de l'ayant droit (ici net des prélèvements pour frais de gestion visés en (d)), dès lors qu'ils ont été dûment facturés par ces derniers.



**RECAPITULATIF DES SOMMES PERCUES  
MAIS NON ENCORE REPARTIES**

| <b>RECAPITULATION DES SOMMES RESTANT<br/>A AFFECTER INDIVIDUELLEMENT</b>  | <b>Territoire /<br/>Année de<br/>Perception</b>        | <b>Montant<br/>2022</b> | <b>Rappel<br/>Montant<br/>2021</b> | <b>Rappel<br/>Montant<br/>2020</b> | <b>Rappel<br/>Montant<br/>2019</b> |                      |
|---|--|-------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|----------------------|
| <b>Rémunérations dont la gestion est confiée<br/>par les ayants droit :</b><br>(retransmission simultanée, intégrale et sans changement,<br>par câble et autrement que par câble, de vidéogrammes<br>en dehors de l'Union Européenne) :   | <i>Afrique/2012 et ant.</i>                            | 233 596,66              | 297 467,55                         | 470 935,04                         | 622 136,94                         |                      |
|   | <i>Afrique/2013</i>                                    | 18 293,07               | 50 913,96                          | 82 066,71                          | 148 981,65                         |                      |
|   | <i>Afrique/2014</i>                                    | 40 337,93               | 77 111,07                          | 121 778,60                         | 222 330,36                         |                      |
|   | <i>Afrique/2015</i>                                    | 24 387,85               | 76 151,74                          | 159 465,88                         | 580 521,15                         |                      |
|   | <i>Afrique/2016</i>                                    | 47 009,12               | 118 094,96                         | 366 301,27                         | 681 005,53                         |                      |
|   | <i>Afrique/2017</i>                                    | 98 901,99               | 191 036,42                         | 585 241,10                         | 857 451,83                         |                      |
|   | <i>Afrique/2018</i>                                    | 126 772,88              | 600 061,09                         | 855 924,42                         | 1 520 380,59                       |                      |
|   | <i>Afrique/2019</i>                                    | 392 901,52              | 637 870,26                         | 1 227 027,53                       | 2 675 402,75                       |                      |
|   | <i>Afrique/2020</i>                                    | 587 366,22              | 1 013 938,71                       | 2 532 135,15                       |                                    |                      |
|   | <i>Afrique/2021</i>                                    | 939 818,32              | 2 729 260,58                       |                                    |                                    |                      |
|   | <i>Afrique/2022</i>                                    | 2 477 520,87            |                                    |                                    |                                    |                      |
|   | <b>Sous-total</b>                                      |                         | <b>4 986 906,43</b>                | <b>5 791 906,34</b>                | <b>6 400 875,70</b>                | <b>7 308 210,80</b>  |
| <b>Rémunérations dont la gestion est confiée<br/>en application de la loi :</b><br>Articles L-132-20-1, L.132-20-3, L.217-2 et L.217-4<br>(retransmission simultanée, intégrale et sans changement,<br>par câble et autrement que par câble, de vidéogrammes<br>diffusés à partir d'un Etat membre de l'UE) :<br><br><i>dont Droits collectés en France par ANGOA</i> | <i>F / 2012 et antér.</i>                              | 2 976 107,74            | 4 241 504,06                       | 5 309 942,08                       | 6 897 113,57                       |                      |
|   | <i>F / 2013</i>  | 1 010 512,10            | 1 031 088,07                       | 1 178 198,30                       | 1 029 523,13                       |                      |
|   | <i>F / 2014</i>  | 1 070 789,96            | 945 076,17                         | 1 351 385,61                       | 1 882 511,40                       |                      |
|   | <i>F / 2015</i>  | 883 983,90              | 1 436 986,64                       | 2 100 715,44                       | 4 563 572,55                       |                      |
|   | <i>F / 2016</i>  | 1 424 533,00            | 2 020 616,57                       | 3 240 966,23                       | 5 739 160,40                       |                      |
|   | <i>F / 2017</i>  | 1 473 671,65            | 2 267 670,37                       | 4 501 591,82                       | 6 469 572,01                       |                      |
|   | <i>F / 2018</i>  | 1 571 776,41            | 4 163 748,17                       | 6 403 005,32                       | 11 779 288,84                      |                      |
|   | <i>F / 2019</i>  | 3 949 129,38            | 5 972 917,97                       | 9 794 822,63                       | 13 812 896,14                      |                      |
|   | <i>F / 2020</i>  | 5 141 974,89            | 8 986 078,37                       | 15 437 171,48                      |                                    |                      |
|   | <i>F / 2021</i>  | 7 247 997,46            | 13 887 732,92                      |                                    |                                    |                      |
|   | <i>F / 2022</i>  | 15 785 809,56           |                                    |                                    |                                    |                      |
|   | <b>Sous-total</b>                                      |                         | <b>42 536 286,04</b>               | <b>44 953 419,31</b>               | <b>49 317 798,91</b>               | <b>52 173 638,04</b> |
|   | <i>dont Droits collectés à l'étranger via l'AGICOA</i> | <i>B -</i>              | 5 327 668,23                       | 2 123 047,44                       | 4 461 334,08                       | 7 279 308,50         |
|   |  | <i>NL -</i>             | 408 754,33                         | 643 410,25                         | 746 942,70                         | 843 504,84           |
|   |  | <i>D -</i>              | 1 420 855,76                       | 1 430 391,64                       | 1 491 864,20                       | 1 528 520,34         |
|   |  | <i>CH -</i>             | 1 581 248,92                       | 1 877 849,61                       | 905 628,77                         | 1 154 151,19         |
|   |  | <i>N -</i>              | 59 693,92                          | 66 107,09                          | 71 717,02                          | 65 772,60            |
|   | <i>DK -</i>  | 175 249,89              | 252 619,05                         | 125 846,21                         | 82 938,27                          |                      |
|   | <i>Autres</i>  | 3 430 449,07            | 4 579 533,93                       | 3 146 061,75                       | 3 125 670,99                       |                      |
| <b>Sous-total</b>   |  | <b>12 403 920,12</b>    | <b>10 972 959,01</b>               | <b>10 949 394,73</b>               | <b>14 079 866,73</b>               |                      |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>59 927 112,59</b>    | <b>61 718 284,66</b>               | <b>66 668 069,34</b>               | <b>73 561 715,57</b>               |                      |

SOMMES REPARTIES RESTANT A VERSER AUX AYANTS DROIT

| SOMMES REPARTIES MAIS<br>NON ENCORE VERSEES  | Montant au<br>31.12.2022 | Année de<br>perception<br>concernée |
|--|--------------------------|-------------------------------------|
| <b>Rémunérations dont la gestion est confiée par les ayants droit :</b><br>Retransmission de chaînes TV par opérateurs tiers en Afrique & M.O.:  | -932,29                  |                                     |
|  | 6,41                     | 2019                                |
|  | -1 351,27                | 2018                                |
|  | 277,03                   | 2017                                |
|  | 135,54                   | 2011                                |
| <b>Rémunérations dont la gestion est confiée en application de la loi :</b><br>Art. L-132-20-1 et L 217-2 CPI (retransmission par <b>câble et adsl</b> en intégral et simultané, sur le territoire national, d'un vidéogramme télédiffusé à partir d'un état membre de l'Union Européenne) : | 372 580,53               |                                     |
| <i>dont collectes en France par ANGOA - part ayants droit</i>  | 215,82                   | 2020                                |
|  | 60,62                    | 2019                                |
|  | -2 625,67                | 2018                                |
|  | 464,03                   | 2017                                |
|  | 23,87                    | 2011                                |
|  | -108,00                  | 2010                                |
|  | 15,37                    | 2009                                |
|  | 3,30                     | 2005                                |
| <i>dont collectes en France par ANGOA - retenue MPA</i>  | 12 107,88                | N/A                                 |
| <i>dont collectes étrangères via AGICOA - part ayants droit</i>  | 21,09                    | 2021                                |
|  | 232,34                   | 2020                                |
|  | 152,92                   | 2019                                |
|  | 155,75                   | 2018                                |
|  | 602,62                   | 2017                                |
|  | 542,86                   | 2016                                |
|  | 549,06                   | 2015                                |
|  | 8,12                     | 2014                                |
|  | 462,78                   | 2013                                |
|  | 6,95                     | 2012                                |
|  | 34,52                    | 2008                                |
|  | 13,58                    | 2007                                |
|  | 184,11                   | 2006                                |
|  | 39,27                    | 2005                                |
|  | -0,06                    | 2003                                |
|  | 0,52                     | 2001                                |
|  | 28,97                    | 2000                                |
| <i>dont collectes étrangères via AGICOA - retenue Adami</i>  | -4 903,41                | Avant 2000                          |
|  | 364 291,32               | N/A                                 |
| <b>TOTAL</b>   | <b>371 648,24</b>        |                                     |

### MONTANT DES SOMMES VERSEES (HORS AIDES A LA CREATION)

| MONTANTS VERSES (HORS AIDES A LA CREATION)<br>PAR TYPE DE DROITS   | Droits nets*<br>versés en<br>2022                   |
|--|---|
| <p><b>Rémunérations dont la gestion est confiée par les ayants droit:</b><br/>Retransmission de chaînes TV par opérateurs tiers en dehors de l'UE<br/><i>dont retransmission en Afrique et au M.O.</i></p>   | <p>3 480 084,10<br/><i>3 480 084,10</i></p>         |
| <p><b>Rémunérations dont la gestion est confiée en application de la loi :</b><br/>Art. L-132-20-1 et L 217-2 CPI (retransmission par <b>câble et adsl</b> en intégral et simultané, sur le territoire national, d'un vidéogramme télédiffusé à partir d'un état membre de l'Union Européenne) :</p> | <p>30 607 936,74</p>                                |
| <p><i>dont retransmission en France</i><br/><i>dont retransmission à l'étranger (via l'AGICOA)</i></p>   | <p><i>23 708 422,21</i><br/><i>6 899 514,53</i></p> |
| <b>TOTAL</b>   | <b>34 088 020,84</b>                                |

\* : Montants HT nets de frais de gestion.

|   | Fonds de roulement            | Besoin (-) ou Excédent (+)<br>de Fonds de roulement<br>lié à la gestion | Besoin (-) ou Excédent (+)<br>de Fonds de roulement<br>lié aux droits | Trésorerie           |
|---|-------------------------------|---|---|----------------------|
| <b>Situation au 31.12.2021</b>  | <b>2 456 714,17</b>           | <b>2 017 386,44</b>   | <b>62 761 087,68</b>  | <b>67 235 188,29</b> |
| Excédent brut d'exploitation  | 127 550,28                    |   |   | 127 550,28           |
| Var. Créances s/Opérateurs tiers<br>Var. Autres Créances  |                               |   | 1 632 860,55<br>-130 718,80   | 1 502 141,75         |
| Var. Droits à répartir restant à encaisser<br>Var. Droits à répartir restant à affecter<br>Var. Droits répartis restant à verser<br>Var. Aides à la création restant à distribuer |                               |   | -1 241 100,36<br>-1 791 172,07<br>-589 936,32<br>-228 581,38          | -3 850 790,13        |
| Var. Fournisseurs d'exploitation<br>Var. Dettes fiscales et sociales  |                               | 31 517,02<br>0,00   | 506 938,65  | 538 455,67           |
| Investissements (-) / Désinvestissements (+)  | 0,00                          |   |   | 0,00                 |
| Augmentation du capital social<br>Var. FG & Provisions à caractère de réserve<br>Produits financiers  | -105,00<br>752 692,22<br>0,00 |   |   | 752 587,22           |
| <b>Situation au 31.12.2022</b>  | <b>3 336 851,67</b>           | <b>2 048 903,46</b>   | <b>60 919 377,95</b>  | <b>66 305 133,08</b> |